



## **CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES**

*Entretien et restauration des cours d'eau dans le cadre de l'entente Egrenne-Varenne*

**Entre :**

**d'une part,**

La **Communauté de Communes Andaine-Passais**, représentée par son Président Monsieur Sylvain JARRY dûment autorisé par délibération ..... du Conseil Communautaire en date du .....,

ci-après désigné par le terme « le mandataire »

**Et d'autre part,**

**Flers Agglo**, représentée par son Président Monsieur Yves GOASDOUE dûment autorisé par délibération n° 2024-1241 du Conseil Communautaire en date du 10 octobre 2024,

**Domfront-Tinchebray Interco**, représentée par son Président Monsieur Bernard SOUL dûment autorisé par délibération ..... du Conseil Communautaire en date du ..... ,

La **Communauté de Communes du Bocage Mayennais**, représentée par son Président Monsieur Bruno LESTAS dûment autorisé par délibération ..... du Conseil Communautaire en date du ..... ,  
Et

La **Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie**, représentée par son Président Monsieur David NICOLAS dûment autorisé par délibération ..... du Conseil Communautaire en date du ..... .

ci-après désignés par le terme « les mandants »

### **Préambule :**

L'Entente Egrenne-Varenne a été créée en vue de mutualiser les actions en matière de gestion des milieux aquatiques sur les bassins versants de la Varenne, de l'Egrenne, de l'Ortel, du Ménil Roullé, des Vallées et de la Vée.

Afin de mutualiser la commande publique pour le choix des entreprises devant réaliser les travaux ainsi que pour la passation de tout marché nécessaire à la mise en œuvre de cette opération, il est proposé de créer un groupement de commandes pour attribuer les marchés.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des articles L2113-6 et 7 du Code de la Commande Publique qui prévoient que tout groupement de commandes doit être formalisé par une convention.

**Il en est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1<sup>er</sup> – Constitution**

Les collectivités conviennent, par la présente convention, de constituer un groupement de commandes conformément aux articles L2113-6 et 7 du Code de la Commande Publique pour les travaux d'entretien et de restauration de la Varenne, de l'Egrenne, de l'Ortel, du Ménil Roullé, des Vallées et de la Vée.

Ce groupement de commandes est constitué entre les parties à la présente convention en vue de passer tout marché public, de travaux, services ou fournitures.

#### **Article 2 – Nature des missions et procédure de devolution des prestations**

Le coordonnateur conduira la procédure sous forme de procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique ou de procédure formalisée, conformément aux articles L2124-1 à 4 et R2124-1 à 6 dudit Code et dans le respect de son règlement intérieur pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée. Dans l'éventualité où un nouveau règlement intérieur serait adopté en cours de vie du groupement, celui-ci serait d'application immédiate et s'appliquerait aux procédures lancées à compter de son adoption.

Les marchés passés selon la procédure adaptée seront attribués après avis simple d'une commission dénommée COMmission des MArchés passés selon la Procédure Adaptée (COMAPA). Il est accepté par les parties que la COMAPA soit composée conformément à l'article 4 de la présente convention. Il est renvoyé, pour les modalités de fonctionnement de cette commission, à l'article 5 de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage signée le 1<sup>er</sup> décembre 2023.

Les marchés conclus selon une procédure formalisée seront attribués par une Commission d'Appel d'Offres composée conformément à l'article 4 de la présente convention.

#### **Article 3 – Coordonnateur**

La **Communauté de Communes Andaine-Passais** est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le coordonnateur :

- recense les besoins,

- rédige l'avis d'appel public à la concurrence et compose le dossier de consultation des entreprises,
- procède à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,
- met le dossier de consultation des entreprises à disposition y compris par voie dématérialisée le cas échéant,
- convoque la commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) ou la CAO
- procède à l'analyse des offres,
- présente le dossier en COMAPA ou CAO et assure le secrétariat de la commission,
- informe les candidats non retenus,
- signe et notifie les marchés,
- assure l'exécution technique et financière des Marchés,
- procède à la passation des éventuels avenants,
- procède à la conclusion des éventuels actes de sous-traitance et plus globalement à toutes modifications éventuelles des marchés.

#### **Article 4 — Constitution de la commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) et de la commission d'appel d'offres**

##### **4.1 — Constitution de la commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA)**

La « Commission des marchés passés selon la procédure adaptée » est un groupe de travail d'aide à l'analyse des propositions des candidats aux marchés adaptés qui rend un avis simple sur le classement des offres.

Ce groupe de travail est constitué des membres de la COMAPA du groupement de commandes prévu à l'article 4.2 de la présente convention.

Il est possible d'y adjoindre tout élu ou agent de la collectivité concerné par l'affaire ainsi que toute personne invitée par le président du groupe de travail.

Le président du groupe de travail est le président de la COMAPA du groupement de commandes.

##### **4.2 — Composition de la CAO**

La CAO est compétente pour attribuer les marchés et accords-cadres dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens mentionnés à l'article L2124-1 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle est composée des membres suivants :

- A voix délibérative :
  - Un représentant titulaire et un suppléant pour chaque membre du groupement.

- A voix consultative :
  - Les agents des membres du groupement compétents en matière de l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics, lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission,
  - Toute personnalité compétente dans la matière objet de la consultation désignée par le Président de la commission.
  - Le comptable du coordonnateur du groupement et un représentant du ministre chargé de la concurrence lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission.

La CAO est présidée par le représentant du coordonnateur.

#### **Article 5 — Signature des marchés**

Le coordonnateur du groupement signe et notifie les marchés. Il s'engage à transmettre à chaque membre du groupement les copies des pièces contractuelles des marchés.

#### **Article 6 — Durée de la convention**

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et jusqu'à la date de réception du dernier marché concerné par la présente convention ou, le cas échéant, de la date de décision passée en force de chose jugée mettant un terme à un éventuel contentieux engagé par le coordonnateur en application de l'article 8 de la présente convention et lié à la passation d'un marché dont la procédure a été lancée en application de la présente convention.

Chaque membre peut cependant se retirer du groupement moyennant un préavis de trois mois à compter de la réception par l'ensemble des autres membres du groupement de la délibération dénonçant la présente convention.

#### **Article 7 — Dispositions financières**

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation des marchés sont supportés par le coordonnateur du groupement de commandes.

Le remboursement par chaque contractant des sommes dues sera demandé comme indiqué dans la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage.

#### **Article 8 — Actions en justice**

Ces dispositions sont prévues à l'article 12 de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage conclue avec la CC Andaine-Passais.

En cas de condamnation du mandataire au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divise la charge financière, incluant les frais de conseil éventuels, par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans les marchés ou accords-cadres afférents au dossier de consultation concerné. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

#### **Article 9 — Litiges relatifs à la présente convention**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Caen.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Établi à FLERS, le ..... en 5 exemplaires

Le Président de Flers Agglo	Le Président de Domfront- Tinchebray Interco	Le Président de Communauté de communes du Bocage Mayennais	Le Président de la Communauté de communes Andaine-Passais	Le Président de la Communauté d'Agglomération Mont-Saint-Michel- Normandie
Monsieur Yves GOASDOUE	Monsieur Bernard SOUL	Monsieur Bruno LESTAS	Monsieur Sylvain JARRY	Monsieur David NICOLAS